



ONP : Ayrault décide de sa mise à mort !

Le Premier ministre vient de trancher l'avenir de l'ONP (Opérateur national de paye). L'annonce est brutale ! Cette application qui devait remplacer à terme l'application de paye des fonctionnaires et servir à la « *gestion des ressources humaines* » est abandonnée. Force est de constater, une nouvelle fois, une très mauvaise gestion du projet qui conduit à un mépris total des personnels, quel que soit leur statut public ou privé, mais aussi à une gabegie financière sans nom !

Depuis plusieurs mois, l'avenir de l'ONP était incertain. Malgré les demandes incessantes de la CGT pour obtenir des informations sur le devenir de ce projet et des personnels qui en ont la charge, le ministère a choisi la voie du mutisme. Pourtant, en quelques heures, l'annonce de la fin du projet est tombée avec brutalité.

En 2013, nous dénoncions les conditions déplorables dans lesquelles travaillaient les agents de l'ONP, sans moyen et sous la pression, tandis que des sommes importantes étaient dépensées en parallèle en faveur des prestataires informatiques privés. D'après nos estimations, le projet ONP aurait déjà coûté plusieurs centaines de millions d'euros, analyse confirmée par plusieurs rapports. Tout ça pour finir balayé d'un revers de main par le Premier ministre sans aucune considération pour les personnels concernés.

Le Secrétaire général de Bercy a tenu une réunion d'information, vendredi 7 mars, avec les organisations syndicales autour de la fin de l'ONP. Plus de 200 personnes sont concernées à Paris et Rennes par l'abandon de ce projet.

La CGT a fait part de ses exigences et notamment :

- la mise en place d'un comité de suivi ministériel décliné dans toutes les directions concernées,
- la communication du rapport Marzin qui a entraîné cette décision,
- un suivi personnalisé de l'ensemble des agents (titulaires et non-titulaires) impactés par la fin de l'ONP,
- un chiffrage complet du coût de l'ONP,
- la participation des syndicats à la construction d'une nouvelle feuille de route.

A l'heure actuelle, aucune proposition concrète n'est formulée sur le devenir des personnels et des missions qu'ils exerçaient. Un suivi personnalisé sera mis en place. Nous serons particulièrement vigilants à ce qu'aucun agent, quel que soit son statut, ne reste sur le bord du chemin. Une bourse à l'emploi spécifique est déjà mise à disposition des agents de l'ONP à Paris (Administration centrale).

Concernant les agents de Rennes, les 3 prochaines semaines seront consacrées à un inventaire de l'application et à sa fermeture. Aucune proposition concrète n'est pour l'instant faite concernant l'avenir du travail de ces agents. Une des pistes envisagée pour faire face à l'abandon de l'ONP est la consolidation de l'application existante PAY et ETR. La CGT exige donc à ce que leur remise à niveau soit uniquement réalisée en interne.

Comme nous le réclamons depuis de nombreuses années, tous les projets informatiques doivent être réinternalisés. Il faut en finir avec le recours à la sous-traitance à des entreprises privées. Plusieurs milliards d'euros d'argent public sont ainsi gaspillés au profit de quelques actionnaires plutôt que d'avoir recours à des personnels des Finances à hauteur des besoins, formés et qualifiés.

De même, il faut en finir avec les suppressions massives d'emplois qui conduisent à des situations de tensions comme celles qu'ont pu connaître les agents travaillant sur l'ONP. Ces pressions, de plus en plus fortes dans l'ensemble des services des ministères économiques et financiers, sont intolérables. **Le 20 mars, agissons tous ensemble par la grève et les autres actions proposées !**